ML. - 1 - L. 7728/1.

- 5. FEV 1962
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H. Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, le 12 décembre 1961, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant l'arrêté-loi n° 42 du 31 août 1939, modifié par les lois des 21 avril 1949, 1er mars 1957, 31 décembre 1958 et 25 juillet 1960, créant l'Office national du Ducroire", a donné le 10 janvier 1962 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e december 1961 door de Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de besluitwet nr 42 van 31 augustus 1939, gewijzigd bij de wetten van 21 april 1949, 1 maart 1957, 31 december 1958 en 25 juli 1960, houdende oprichting van de Nationale Delcrederedienst", heeft de 10e januari 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de permettre à l'Office national du Ducroire, dont la mission est de favoriser le commerce extérieur par l'octroi de garanties propres à diminuer les risques, d'intervenir en outre, en cas de nécessité, dans le financement du commerce extérieur.

\+

\+ +

Le projet de loi devrait être précédé d'un arrêté royal de présentation aux Chambres. L'intitulé devrait être simplifié et les mots "arrêté-loi" remplacés par "arrêté royal". En effet, l'arrêté du 31 août 1939, que le projet modifie, n'est pas, comme le mentionnent l'intitulé du projet et le liminaire de chacun des articles, un arrêté-loi mais un arrêté royal pris en vertu de pouvoirs spéciaux.

Le texte ci-dessous tient compte de ces observations :

"Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit".

\+

\+ +

.../...

Article 1er.

Cet article complète l'article 3 de l'arrêté royal du 31 août 1939.

La phrase : "Quelles que soient la durée ou la nature du crédit, le bénéficiaire de cette garantie participe aux risques couverts par l'Office" est ambiguë. Cette rédaction, par son caractère général, paraît s'appliquer à la garantie du Ducroire, pour l'octroi de laquelle l'Office se verrait imposer par la loi une limitation, ce qui n'est pas le cas actuellement. Or, d'après les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, tel n'est pas l'objet de cette disposition nouvelle qui concerne uniquement le concours que pourra apporter l'Office au financement.

Suivant les renseignements donnés par les fonctionnaires compétents, cette disposition ne tend pas à empêcher l'Office de promettre d'assurer éventuellement le financement de toute l'opération, ni de garantir à des tiers qui assurent le financement le remboursement total des fonds engagés par eux. Son but est d'obliger l'Office s'il s'est engagé à assurer entièrement le financement ou s'il donne sa garantie pour la totalité du montant de l'opération à ceux qui assurent le financement, à reporter sur autrui une partie du risque du non-paiement de la dette par le débiteur. L'Office ne pourra jamais assumer seul ce risque; il ne pourra s'engager qu'en faisant partager une partie du risque par l'exportateur, par ses banquiers ou par d'autres personnes.

.../...

Le texte proposé est impropre parce que si l'Office assure l'entièreté du financement, la personne sur qui le risque de non-paiement sera reporté n'est pas nécessairement le "bénéficiaire de la garantie". Cette impropriété est encore plus caractéristique dans le cas où, pour obtenir qu'un organisme participe au financement l'Office du Ducroire est amené à donner son aval. Il est exclu dans ce cas que le "bénéficiaire de la garantie" constituée par l'aval supporte une partie du risque de non-paiement, étant donné que l'aval a pour but de le garantir contre ce risque.

A la lumière de ces observations, il est proposé de remplacer la phrase en question par :"Quelles que soient la durée ou la nature du crédit, la charge finale du financement ne peut reposer exclusivement sur l'Office".

Il y a lieu d'observer en outre que cet article exprime trois idées distinctes qui devraient chacune faire l'objet d'un alinéa.

Compte tenu de certaines modifications de forme, qui ne nécessitent pas de commentaire, et des observations qui précèdent, la rédaction suivante est proposée :

"Article 1er.-

L'article 3 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire, remplacé par la loi du 31 décembre 1958, est complété par les dispositions suivantes :

.../...

"L'Office peut, lorsque le caractère ou l'ampleur des opérations appelées à être garanties le recommandent, apporter son concours à l'élaboration des plans de financement et à leur réalisation.

Quelles que soient la durée ou la nature du crédit, la charge finale du financement ne peut reposer exclusivement sur l'Office.

Les interventions prévues aux alinéas 1er et 2 font l'objet de gestions comptables distinctes".

Article 2.

Le liminaire de l'article 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 2.-

L'article 8 du même arrêté, remplacé par la loi du 21 avril 1949, est complété par la disposition suivante : ... ".

Aux termes de la nouvelle disposition :

"En matière de financement d'opérations garanties ou à garantir, le montant total des engagements de l'Office, non couverts par des concours tiers, et de ses interventions propres, est limité, sauf même autorisation, à la hauteur du montant cumulé visé à l'alinéa précédent".

.../...

La portée de cette disposition, qui établit un plafond aux engagements de l'Office en matière de financement, mérite d'être éclairée. Pour le calcul de ce plafond, entreront en ligne de compte les sommes avancées par l'Office ainsi que les engagements que l'Office prend d'avancer les sommes destinées au financement, sauf lorsqu'il a obtenu l'engagement de tiers d'assurer le financement à sa place.

Au contraire, dans le cas où l'Office se borne à donner un aval à celui qui finance, le montant de l'engagement n'entrera pas en ligne de compte pour ce calcul. Dans ce cas, en effet, ce n'est pas l'Office qui finance l'opération. Son aval sera d'ailleurs parallèle au ducroire qu'il a accordé.

Article 3.

L'article 9 de l'arrêté du 31 août 1939, dans lequel l'article 3 insère un nouvel alinéa, porte d'abord, en son alinéa 1er, que l'Office peut faire toutes les opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet. Il énumère ensuite à l'alinéa 2 une série d'opérations que l'Office peut faire et ajoute, enfin, à l'alinéa 3, que cette énumération n'est pas limitative. Le texte proposé par le Gouvernement s'insérera entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3. Il énumère une série d'opérations que l'Office pourra faire. Dans cette énumération, on retrouve, à côté d'opérations nouvelles, toutes celles qui figurent à l'alinéa 2 actuel.

.../...

Ainsi, les textes de l'alinéa 2 et de l'alinéa 3 nouveau contiendront partiellement la même énumération. Si le Gouvernement estime que toutes les opérations énumérées au nouvel alinéa 3 peuvent être accomplies dans le cadre de l'activité traditionnelle de l'Office du Ducroire, il pourrait inclure dans un seul alinéa les opérations permises à l'Office. Dans ce cas, le texte du projet devrait remplacer le second alinéa.

Si, au contraire, le Gouvernement estime que certaines opérations ne peuvent être accomplies qu'en matière de financement, l'article 3 du projet pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 3.-

Dans l'article 9 du même arrêté, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 2 et 3 :

"Dans les cas où l'Office participe au financement des opérations garanties, il peut, en outre, acquérir ou promettre d'acquérir, même à forfait, céder, promettre de céder ou mettre en gage, des titres de créances sur l'étranger garantis ou appelés à être garantis par lui".

Article 4.

A cet article, les mots "de la même loi" seront remplacés par les mots "du même arrêté".

De même, au liminaire de l'article 5, les mots "du même arrêté-loi" seront remplacés par les mots "du même arrêté".

.../...

Article 6.

Cette disposition n'est pas indispensable. Il va de soi que si l'Office peut participer au financement d'opérations, il peut y affecter ses liquidités.

Toutefois, si le Gouvernement estime devoir maintenir l'article 6, le liminaire de cet article pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 6.-

Dans l'article 21 du même arrêté, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 2 et 3:...".

Het ontwerp strekt er toe de Nationale Delcrederedienst, die tot taak heeft de buitenlandse handel te bevorderen door "het verlenen van waarborgen die de exportrisico's moeten verminderen", te machtigen om bovendien, wanneer dit nodig is, bij te dragen in de financiering van de buitenlandse handel.

\+

\+ +

Aan het ontwerp van wet zou een koninklijk besluit tot indiening bij de Kamers moeten voorafgaan. Het opschrift ware te vereenvoudigen; "besluitwet" vervange men door "koninklijk besluit", want het te wijzigen besluit van 31 augustus 1939 is niet, zoals het opschrift van het ontwerp en de inleidende volzin van elk der artikelen vermeldt, een besluitwet maar een krachtens bijzondere volmachten vastgesteld koninklijk besluit.

De hiernavolgende tekst houdt rekening met deze opmerkingen.

"Ontwerp van wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr 42 van 31 augustus 1939 tot reorganisatie van de Nationale Delcrederedienst.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet

Onze Minister van Economische Zaken en Energie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand zijn

.../...

gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt".

+

+ +

Artikel 1.

Dit artikel vult artikel 3 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1939 aan.

De volzin : "Welke de duur of de natuur van het krediet ook zijn, de begunstigde van de waarborg neemt deel aan de risico's gedekt door de Dienst", is dubbelzinnig. Deze redactie is zo algemeen, dat de tekst toepassing schijnt te vinden op de Delcrederewaarborg, welke de Dienst alleen onder een wettelijk gestelde beperking zou mogen toestaan, anders dus dan thans het geval is. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is dit echter niet de bedoeling van deze nieuwe bepaling, die alleen betrekking heeft op de medewerking welke de Dienst aan de financiering zal kunnen verlenen.

Naar de bevoegde ambtenaren hebben verklaard, strekt deze bepaling er niet toe te verhinderen dat de Dienst belooft de verrichting eventueel geheel te financieren of dat hij aan financierende derden de volledige terugbetaling van hun gelden waarborgt. De bedoeling is, dat de Dienst, wanneer hij zich tot volledige financiering heeft verbonden of aan de financierende derden zijn waarborg voor het volle bedrag van de verrichting heeft verleend, verplicht is een deel van het risico van niet-betaling door de

.../...

schuldenaar op iemand anders over te dragen. Dit risico zal de Dienst nooit alleen op zich mogen nemen; hij zal zich slechts mogen verbinden mits een deel van het risico door de uitvoerder, door zijn bankiers, of door anderen wordt gedeeld.

De voorgestelde tekst is ondienstig omdat, indien de Dienst de volledige financiering op zich neemt, degene op wie het risico van de niet-betaling zal worden overgedragen, niet noodzakelijk de "begunstigde van de waarborg" is. Ondienstig is de tekst vooral voor het geval dat de Delcrederedienst, om een instelling bij de financiering te kunnen betrekken, genoodzaakt is aval te geven. Het is uitgesloten dat "de begunstigde van de waarborg", gevormd door het aval, in dit geval een deel van het risico van niet-betaling zou dragen, aangezien het aval dient om hem een waarborg tegen dit risico te geven.

Met inachtneming van deze opmerkingen, wordt aanbevolen de besproken volzin door de volgende te vervangen : "Ongeacht de duur of de aard van het krediet mag de uiteindelijke last van de financiering niet uitsluitend op de Dienst rusten".

Bovendien moge worden opgemerkt, dat dit artikel drie onderscheiden, in evenveel alinea's uit te drukken gedachten bevat.

Aansluitend op het vorenstaande, wordt de volgende tekst aanbevolen, met ook een aantal niet nader te commentariëren vormwijzigingen :

.../...

"Artikel 1.-

Artikel 3 van het koninklijk besluit nr 42 van 31 augustus 1939 tot reorganisatie van de Nationale Delcrederedienst, vervangen bij de wet van 31 december 1958, wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"Wanneer de aard of de omvang van de te waarborgen verrichtingen het raadzaam maken, kan de Dienst zijn medewerking verlenen bij het opmaken en verwezenlijken van financieringsplannen.

Ongeacht de duur of de aard van het krediet mag de uiteindelijke last van de financiering niet uitsluitend op de Dienst rusten.

Voor de bijdragen als bedoeld in het eerste en het tweede lid wordt een afzonderlijke boekhouding gevoerd".

Artikel 2.

De inleidende volzin van artikel 2 ware te lezen als volgt :

"Artikel 2.-

Artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij de wet van 21 april 1949, wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...".

.../...

De nieuwe bepaling zegt :

"Inzake financiering van verzekerde of te verzekeren verrichtingen, wordt het totaal bedrag der verbintenissen van de Dienst, die niet door de bijdragen van derden zijn gedekt, alsook van zijn eigen tegemoetkomingen, behoudens dezelfde machtiging, beperkt tot de in het vorige lid bedoelde som".

De strekking van deze bepaling, die een maximumgrens stelt aan de verbintenissen van de Dienst inzake financiering, moet worden toegelicht. Voor de berekening van die grens zullen in aanmerking worden genomen de bedragen die de Dienst heeft voorgeschoten, alsook de verbintenissen welke hij aangaat tot het voorschieten van voor de financiering bestemde bedragen, behalve wanneer derden zich tegenover hem hebben verbonden, in zijn plaats te financieren.

Geeft de Dienst daarentegen gewoon aval aan degene die financiert, dan komt het bedrag van de verbintenis niet voor deze berekening in aanmerking. In dit geval is het immers niet de Dienst die de verrichting financiert. Zijn aval zal trouwens parallel lopen met het delcredere dat hij heeft toegestaan.

Artikel 3.

Artikel 9 van het besluit van 31 augustus 1939, waarin artikel 3 een nieuw lid invoegt, bepaalt in zijn eerste lid dat de Dienst "alle tot het verwezenlijken van zijn doel nodige of nuttige verrichtingen" mag doen.

.../...

In het tweede lid noemt het een aantal verrichtingen die de Dienst mag doen. In het derde lid stelt het, dat die opsomming niet beperkend is. De tekst van de Regering komt tussen het tweede en het derde lid te staan. Hij somt een reeks verrichtingen op welke de Dienst zal kunnen doen, namelijk, behalve enkele nieuwe, alle reeds in het huidige tweede lid genoemde verrichtingen.

Het tweede lid en het nieuwe derde lid zullen dus gedeeltelijk dezelfde opsomming bevatten. Is de Regering van mening dat alle in het nieuwe derde lid genoemde verrichtingen in het raam van de traditionele activiteit van de Delcrederedienst mogen worden gedaan, dan zou zij de aan de Dienst toegestane verrichtingen in één lid kunnen noemen. In dit geval zou de tekst van het ontwerp het tweede lid moeten vervangen.

Oordeelt de Regering daarentegen, dat bepaalde verrichtingen alleen inzake financiering kunnen worden gedaan, dan moge voor artikel 3 van het ontwerp de volgende lezing worden aanbevolen :

"Artikel 3.-

In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid de volgende bepaling ingevoegd :

"Wanneer de Dienst aan de financiering van gewaarborgde verrichtingen deelneemt, kan hij bovendien door hem gewaarborgde of te waarborgen titels van schuldvorderingen op het buitenland, verkrijgen of beloven te verkrijgen, een en ander zelfs forfaitair, dan wel overdragen, beloven over te dragen of in pand geven".

.../...

Artikel 4.

In dit artikel vervange men de woorden "van dezelfde wet" door "van hetzelfde besluit".

In de inleidende volzin van artikel 5 vervange men "van dezelfde besluitwet" door "van hetzelfde besluit"

Artikel 6.

Deze bepaling is niet onmisbaar. Dat de Dienst, indien hij aan de financiering van verrichtingen kan deelnemen, er zijn liquide middelen mag aan besteden, spreekt vanzelf.

Wenst de Regering artikel 6 nochtans te behouden dan ware de inleidende volzin van dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

In artikel 21 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid de volgende bepaling ingevoegd : ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président, eerste-voorzitter,	
	L. MOUREAU, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	F. ANSIAUX, P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	C. ROUSSEAUX,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER

(s) J. SUETENS.